

**DECISION DU PRESIDENT**

Pôle / DG : DIRECTION GENERALE AMENAGEMENT ET TRAVAUX DU TERRITOIRE  
Direction : SERVICE TRAITEMENT DES DECHETS  
Service :

Publié le

Certifié exécutoire  
le Président

**OBJET : Transfert et Traitement des OMR de Valorbi permettant la continuité du service public après un début d'incendie dû à la casse d'un galet du tromme.**

Le Président de la Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranée ;

**VU** le Code général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2131-1, L 2131-2, L 5211-3, L 5211-9 et L 5211-10,

**VU** les délibérations du Conseil Communautaire en date des 28 avril 2014 et 23 octobre 2014 déléguant au Président, pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions ;

**VU** la Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19 et notamment les articles 11 et 19 XIV ;

**VU** l'ordonnance n°2020-391, du 1er avril 2020, notamment son article 1er, permettant aux Présidents d'EPCI d'exercer automatiquement l'intégralité des pouvoirs, qui auparavant pouvaient leur être délégués par leurs assemblées délibérantes et permettant d'assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie du COVID-19 ;

**VU** l'ordonnance n° 2020-562 du 13 mai 2020 visant à adapter le fonctionnement des institutions locales et l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux à la prolongation de l'état d'urgence sanitaire dans le cadre de l'épidémie de covid-19 ,

**VU** le décret n° 2020-571 du 14 mai 2020 définissant la date d'entrée en fonction des conseillers municipaux et communautaires élus dans les communes dont le conseil municipal a été entièrement renouvelé dès le premier tour des élections municipales et communautaires organisé le 15 mars 2020 ,

**VU** l'article R2122-1 de la Commande Publique spécifiant que l'acheteur peut passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables lorsqu'une urgence impérieuse résultant de circonstances extérieures et qu'il ne pouvait pas prévoir ne permet pas de respecter les délais minimaux exigés par les procédures formalisées.

**CONSIDÉRANT** le caractère d'urgence impérieuse et de santé publique concernant le transfert et traitement des ordures ménagères et refus de Valorbi afin d'assurer la continuité du service public de collecte, après un début d'incendie dû à la casse d'un galet du trommel.

Ce marché permettra de réaliser l'état des lieux, le démontage, le diagnostic, les vérifications et le remontage.

**CONSIDÉRANT** l'urgence de la situation le marché est conclu sans publicité, sans mise en concurrence.

**CONSIDÉRANT** la proposition présentée par l'entreprise COVED apparue économiquement avantageuse pour le transfert et traitement des déchets sur le site de LAVOUR (81).

Accusé de réception en préfecture  
034-243400769-20200529-DC2020-166-DE  
Date de télétransmission : 05/06/2020  
Date de réception préfecture : 05/06/2020

**DECIDE**

Un marché est conclu dans les conditions suivantes :

**ARTICLE 1 : Titulaire**

Société COVED RD28 Ecopole de la Valasse 34290 Montblanc

**ARTICLE 2 : Objet**

Le présent marché a pour objet le transfert et traitement des ordures ménagères et refus de Valorbi afin d'assurer la continuité du service public de collecte, après un début d'incendie dû à la casse d'un galet du trommel.

Ce marché permettra de réaliser l'état des lieux, le démontage, le diagnostic, les vérifications et le remontage.

**ARTICLE 3 : Montant**

Le montant à la tonne Hors Taxe est fixé à 155 € TGAP incluse.

**ARTICLE 4 : Durée du marché**

Le présent marché est conclu pour une durée de 15 jours renouvelable 1 fois

**ARTICLE 5 : Exécution**

Le Directeur Général des Services et le Comptable public de la Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision dont il sera rendu compte au Conseil de sa prochaine séance. La présente décision sera transmise par tous moyens et dans les meilleurs délais à l'ensemble des conseillers communautaires.

Fait au siège de la Communauté d'Agglomération,  
le 29/05/2020

**Frédéric LACAS**

Président de la Communauté  
d'Agglomération Béziers Méditerranée  
Maire de Sérignan



Le présent acte peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Montpellier ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté d'agglomération Béziers Méditerranée, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément au Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Accusé de réception en préfecture  
034-243400769-20200529-DC2020-166-DE  
Date de télétransmission : 05/06/2020  
Date de réception préfecture : 05/06/2020